

REMARQUES CONGOLAISES

Revue hebdomadaire africaine d'information et de documentation
publiée sous la direction de MUPENDA BANTU.
16, RUE AUX LAINES - BRUXELLES - TÉLÉPHONE 12.41.54

Abonnement 500 fr. par an. — C. C. P. 647.973 — R. C. B. Brux. 23.316

Bravo, Monsieur Kasavubu !

par Jules Chomé .

Les ennemis, déclarés ou patelins, de l'indépendance du Congo s'ingénient à mettre en lumière ce qui, dans le comportement des leaders congolais, leur paraît ou incompréhensible, ou contradictoire, ou bizarre, ou inquiétant.

On a beaucoup épilogué sur la "fugue" de Monsieur Kasavubu, sur les exigences qu'il formulait, sur les conditions auxquelles il aurait subordonné son retour à la Conférence de la Table Ronde.

On n'a pas assez souligné jusqu'ici ce qui, dans la solution apportée à la petite crise provoquée par la passagère absence du leader mukongo, apparaît comme profondément rassurant et réconfortant à tout esprit non prévenu.

D'aucuns avaient sans doute espéré une solution extrême dépourvue de tout caractère démocratique. Ou bien l'on eût feint de déplorer, avec de faux sanglots dans la voix, une rupture au sein du Cartel, voire de l'Abako, Mr Kasavubu jouant les grandes coquettes et refusant de réintégrer le Cartel et son siège à la Conférence de la Table Ronde, si ses attributs de président du Cartel ne lui étaient pas restitués. Ou bien l'on eût esquissé un sourire de commisération au spectacle des membres du Cartel, sacrifiant le veau gras et Mr Alphonse Nguvulu au retour du président prodigue et lui offrant humblement la couronne de président dont son absence l'avait dépossé.

LES EDITIONS " REMARQUES CONGOLAISES "
publieront en février 1960 le deuxième volume de la
série " Etudes Congolaises "

BALUBA et LULUA

UNE ETHNIE

à la recherche d'un nouvel équilibre

par

MABIKA - KALANDA

Licencié en Sciences politiques et administratives Lov.

(102 pages sur papier édition pure format 13 x 20 - Prix 60 francs)

Au moment où le différend Baluba-Lulua reste plongé dans l'obscurité et la confusion, un Congolais kasaien formé aux disciplines orientées vers l'observation objective des réalités socio-politiques, décrit dans un langage clair et méthodique, les événements lointains et actuels qui expliquent la situation présente.

Cette excellente étude est indispensable à ceux qui recherchent la vérité et l'apaisement du conflit actuel.

Quelques têtes de chapîtres :

Ce que sont les Balubas- Les Lulus - Unité politique de l'empire Maluba et son émiettement - Balubaset Lulus hier et aujourd'hui - La suite des événements politiques, etc.

BULLETIN de COMMANDE

(à envoyer à "Remarques Congolaises ", 16, rue aux Laines, Bruxelles)

Je soussigné Adresse

désire recevoir exemplaire(s) de "BALUBA et LULUA " de Mabika-Kalanda.

Je verse la somme de francs

au C.C.P. 647.973

au B.C.B. 23316 à Bruxelles

Signature

REMARQUES CONGOLAISES

Courrier hebdomadaire d'information et de documentation congolaises



RÉDACTION-ADMINISTRATION :
16, RUE AUX LAINES, BRUXELLES

TÉLÉPHONE : 12.41.54

C. C. P. 647.973

Compte B. C. B. Brux. 23.316

C'est la puissance de distinguer le vrai d'avec le faux qui est proprement ce que l'on nomme le bon sens ou la raison.

DESCARTES
(Discours de la méthode)

p.78.

DEUXIEME ANNEE

18 FEVRIER 1960

SOMMAIRE DU N° 7.

- Bravo Monsieur KasaVubu
par J.Chomé.
- Interview de Monsieur A.A.J.Van Bilsen
par M.G.Ruys.
- L'isolement de la Conakat.

BRAVO MONSIEUR KASAVUBU.

Les ennemis, déclarés ou patelins, de l'indépendance du Congo s'ingénient à mettre en lumière ce qui, dans le comportement des leaders congolais, leur paraît ou incompréhensible, ou contradictoire, ou bizarre ou inquiétant.

On a beaucoup épilogué sur la "fugue" de Monsieur KasaVubu, sur les exigences qu'il formulait, sur les conditions auxquelles il aurait subordonné son retour à la Conférence de la Table Ronde.

On n'a pas assez souligné jusqu'ici, dans la solution apportée à la petite crise provoquée par la passagère absence du leader mukongo, ce qui apparaît comme profondément rassurant et réconfortant à tout esprit non prévenu.

D'aucuns avaient sans doute espéré une solution extrême dépourvue de tout caractère démocratique. Ou bien l'on eût feint de déplorer, avec de faux sanglots dans la voix, une rupture au sein du Cartel, voire de l'Abako, Monsieur KasaVubu refusant de réintégrer le Cartel et son siège à la Conférence de la Table Ronde, si ses attributs de président du Cartel ne lui étaient pas restitués. - Ou bien l'on eût esquissé un sourire de commisération au spectacle des membres du Cartel sacrifiant Monsieur Alphonse Nguvulu au retour du président momentanément dépossédé.

Ces deux solutions eussent réjoui ceux-là même qui eussent fait semblant de s'en affliger.

Or, rien de tout cela ne s'est passé. Et la solution qui a été adoptée apparaît parfaitement démocratique.

Et le fait que Monsieur KasaVubu, avec beaucoup d'élégance, et de fair play, s'y soit rallié doit lui valoir une confiance et un respect accrus de la part de ses partisans et des vrais amis du Congo.

Il a repris sa place au sein du Cartel et de la Conférence de la Table Ronde sans poser de conditions. Il milite dans le Cartel sans en avoir exigé la présidence. Il collabore avec les délégués de l'Abako qui n'ont pas quitté la conférence et avec les autres délégations du

.....

Cartel, apparemment sans réticence ni bouderie.

Sans doute n'a-t-il pas renoncé à son exigence maximale d'un gouvernement provisoire, mais il lutte avec les autres pour qu'au moins triomphe leur formule d'un Comité National, très proche de la sienne, même si elle en diffère dans ses implications constitutionnelles.

Tout fait présumer d'ailleurs que si cette formule devait finalement l'emporter, il s'y rallierait très démocratiquement.

Quel réconfort ! Quel espoir pour l'avenir du Congo. !

Cet homme que tout désigne comme un des futurs gouvernants du Congo indépendant, ne se conduit pas comme le potentat capricieux que certains appréhendaient. Il a agi en homme d'état soucieux de la règle démocratique.

S'il était un jour, ^renversé au Parlement congolais, il ne se retirerait pas dans une dangereuse sécession, il reprendrait son siège de député et lutterait, dans le rang, par des voies parlementaires et légales, pour le triomphe de ses points de vue. - C'est la promesse d'un tel avenir qu'il faut voir dans le retour de Monsieur KasaVubu.

C'est dans cette sagesse et dans cette sérénité, dont il vient de donner la preuve, qu'il nous faut, profondément, le remercier aujourd'hui.

C'est dans le cadre de telles considérations qu'il faut apprécier les ricanements qui, dans une certaine presse, ont salué la remise solennelle à Monsieur KasaVubu par le délégué de l'Abako, d'une écharpe verte, symbole de l'attachement de son peuple et de son parti.

Que n'est s'est-on gaussé du cérémonial ayant présidé à cette consécration ? Pour être objectif on devrait pourtant reconnaître qu'une écharpe de soie verte, passée autour du cou, n'est, à tout prendre, certainement pas plus ridicule que la bande tricolore dont nos édiles communaux se ceignent la bedaine, dans les grandes occasions et certes moins ridicule que le couvre-chef d'apparat du gouverneur général du Congo.

Sait-on, par exemple, que ce couvre-chef fait l'objet d'une réglementation minutieuse qui date du 24 février 1951 et qui prévoit "pour la tenue d'Europe" "une plume blanche d'autruche" et pour "la tenue d'Afrique" un "panache de plumes de vautour", le gouverneur de province devant se contenter d'une "plume noire d'autruche" ... (Codes et Lois du Congo Belge édition 1954 p.629) .

La remise de l'écharpe verte à Mr. KasaVubu devait évidemment se comprendre dans l'optique du parti Abako et des populations du Bas Congo.

A la suite, semble-t-il, d'une indiscretion, des bruits infamants avaient circulé concernant des questions de fonds, de remise de compte. Il fallait en laver solennellement le Président général de l'Abako, proclamer officiellement aux yeux des autres délégués congolais et des autorités belges que son parti et son peuple, faisant bonne justice de tout soupçon infamant, gardaient à Mr. KasaVubu toute leur confiance et leur profond attachement - Tel est le sens de la remise de l'écharpe. - Cela fait, plus rien n'empêchait cet homme politique de revenir, le front haut, au sein du Cartel et de la Table Ronde.

Il faut le féliciter et le remercier d'avoir accompli ce geste, si chargé de sens, à l'heure de l'indépendance congolaise.

Jules Chomé.

La conférence de la Table Ronde avance. Tant dans les séances plénières qu'en commission on a fait du bon travail. Des résultats importants ont été enregistrés. Il est permis d'espérer que dès la semaine prochaine on pourra entamer la discussion des conclusions finales. Il reste cependant à l'agenda bien des points qui n'ont pas encore été traités, il y a en outre des problèmes qui affectent fondamentalement l'attitude de certains délégués, entre autres en ce qui concerne le gouvernement provisoire. De même le malaise au sein du Cartel à la suite de la retraite de M. Kasavubu n'est toujours pas dissipé. Dans ces conditions, le moment nous paraît propice pour faire un retour en arrière sur ce qui a déjà été atteint et pour éclaircir quelques points difficiles. Nous avons cru bien faire en interviewant le professeur A.A.J. VAN BILSEN, qui n'est pas seulement le conseiller officiel de l'Abako, mais qui par ailleurs est bien renseigné sur les dessous, les aspirations et la psychologie des partis congolais.

Interrogé sur ses impressions le professeur VAN BILSEN nous déclare :

La conférence de la Table Ronde est bien plus que ce que le Gouvernement s'imaginait qu'elle serait. On se souviendra qu'il n'y a guère, le Ministre du Congo parlait d'une simple consultation. Bien que la conférence ait été convoquée par le Gouvernement -- et que sa composition ait fait l'objet de contestations de la part de certains partis congolais -- elle est devenue en fait un organisme repris et ratifié reconnu comme tel tant dans l'opinion congolaise que par la Belgique. Même avant la séance d'ouverture de la conférence, les leaders congolais avaient compris cela. Après des négociations, assez confidentielles, le Front Commun fut créé à la veille même de la conférence.

Le Front Commun est une sorte de "serment" dont l'importance doit être davantage recherchée dans la volonté de collaborer ensemble et d'être unis que dans un accord formel sur un programme défini. On pourrait dire que le Front Commun est une sorte de préconstituante.

Grâce au Front Commun, les Congolais ont pu imposer au Gouvernement leur vision : les décisions des Congolais doivent être "la loi" et le Gouvernement a dû accepter de lier son sort politique à la bonne fin des résolutions de la conférence.

Après un premier débat au cours duquel les parlementaires présents ont joué un rôle important -- ils sont un médium qui peut décharger des tensions entre le Gouvernement et les congolais -- on a abordé l'ordre du jour.

(1) " De Standaard " du 5.2.60

SI.

Le Front Congolais avait décidé d'adopter comme ligne stratégique d'exiger en premier lieu que soit fixée la date de l'indépendance. En effet, sur ce point il serait facile de maintenir l'unanimité des Congolais, tandis que la fixation d'une date obligerait la Belgique d'abandonner toute attitude d'attente et de coopérer activement à la recherche de solutions d'unanimité. Du côté congolais, la date de l'indépendance renforcerait également la volonté de maintenir l'union nationale à travers la discussion des points plus difficiles de l'ordre du jour.

- Vous êtes optimiste quant à l'issue de la conférence ?

- Il n'est peut être pas excessif de dire que le succès, la bonne fin de la conférence de la Table Ronde est dès à présent une exigence vitale autant d'un point de vue belge que congolais. Un procès-verbal de carence entraînerait des conséquences incalculables autant dans le domaine de la paix interne au Congo que pour le maintien de l'unité territoriale du pays. La conférence doit donc réussir.

- Pour en venir à la sensation de la conférence : comment expliquez-vous la retraite de M. Kasavubu ?

- Il convient de réduire cet incident à ses justes proportions.

D'abord il est arrivé à plusieurs reprises déjà à Léopoldville que M. Kasavubu se soit retiré pendant quelques jours afin d'échapper aux démarches, tant de la part de ses propres amis et fidèles, qui viennent le voir à toutes les heures du jour et de la nuit, que de l'administration coloniale.

Comme la plupart des congolais de la Table Ronde, M. Kasavubu était épuisé de fatigue à cause d'une suite ininterrompue de réunions et de discussions. Il n'était dès lors pas anormal qu'il ait eu le désir de se retirer pour quelques jours.

- Ne peut-on pas dire que des éléments étrangers ont joué tout de même un rôle dans cette affaire ?

- Des éléments étrangers ... ou intérieurs; qui le dira ? En Belgique aussi il y a des groupes d'intérêts qui ne demanderaient qu'à compromettre certains dirigeants congolais.

Ensuite, nous ne devons pas nous formaliser lorsque demain l'Etat souverain du Congo fasse appel à des techniciens des conseillers et des capitaux étrangers.

Par ailleurs, la fin de la colonisation en Afrique fera surgir autour des nouveaux dirigeants africains ce même type d'aventurier européen; ces agents de puissances impérialistes, de services secrets, de trusts, qui intriguent depuis des décades dans tout le Moyen Orient et en Amérique du Sud, par exemple.

- Mais M. Kasavubu n'a-t-il pas lui-même donné un sens politique à sa retraite ?

- Voilà le second élément de la question. Une fois que l'ordre du jour de la conférence était adopté et que la date de l'indépendance était virtuellement assurée, M. Kasavubu était surtout préoccupé par ce qui se passerait après la Table Ronde. Pour cela il a posé comme un préalable la question d'un gouvernement provisoire.

Certes, on peut se poser la question si le Président de l'Abako n'aurait pas mieux fait de soulever cette question d'abord au sein du Front Congolais, et certains regrettent que son attitude ait créé un certain malaise au sein du Cartel, la coalition politique dont l'Abako est un des membres, mais il est plus important d'examiner le fond du problème.

Si l'on accepte qu'à la date du 30 juin prochain le Congo devient un état entièrement indépendant et souverain, la constitution d'un gouvernement provisoire s'impose comme une nécessité afin de couvrir la période entre la fin de la conférence de la Table Ronde et l'indépendance.

Il semble bien que le Gouvernement belge concevait d'abord l'indépendance comme un acte purement juridique et que dans son esprit, à la date du 30 juin, la Belgique comptait bien se réserver les plus importantes compétences de la souveraineté, et ce pendant une période de deux ans pendant laquelle les élus congolais élaboreraient la constitution.

A mon avis, ce point de vue est politiquement intenable. Le 30 juin le Congo sera un Etat complètement souverain, sans que la Belgique puisse retenir quelque compétence ou pouvoir que ce soit.

Bien entendu, le Congo acceptera sans aucun doute dans beaucoup de domaines l'assistance technique et financière que la Belgique lui offrira. Mais il le fera librement dans des conventions négociées entre les deux Etats.

Plusieurs partis congolais attendant d'ailleurs une déclaration claire et formelle de la part du gouvernement.

Une fois ce point tiré au clair, la question se pose comment on peut concevoir la transition du régime colonial vers l'indépendance sans une période au cours de laquelle la Belgique pourrait négocier avec une autorité congolaise compétente les mesures de transition et prendre les dispositions nécessaires.

En d'autres termes, le gouvernement provisoire n'est pas seulement une revendication congolaise - revendication formulée d'ailleurs il y a un an par M. Lumumba - mais également un intérêt belge.

En outre, d'un point de vue congolais les élections législatives ne peuvent être organisées valablement que sous le contrôle d'un gouvernement congolais provisoire;

--Ne tourne-t-on pas dans un cercle vicieux ? Quelle serait la légitimité de ce gouvernement ?

- Cette objection était valable avant la conférence. A mon sens on peut dire que la Table Ronde par son existence même s'est "légitimée" comme représentant valablement le Congo tant aux yeux de l'opinion congolaise que de la Belgique. Un gouvernement provisoire issu de la conférence de la Table Ronde - le Cartel a suggéré de désigner deux ministres par province - devrait à mon avis être considéré comme un gouvernement légal.

N'oublions pas que les structures juridiques n'ont de sens ni de force que dans la mesure où elles recouvrent la réalité politique.

L'administration coloniale est dès à présent dépassée. Elle ne dispose plus de l'autorité nécessaire pour dominer la période de transition. M. Kasavubu se plaint de dire : "Le Congo est virtuellement déjà indépendant". Il est dès lors temps que les structures s'adaptent à la réalité. Un gouvernement provisoire est la meilleure voie pour prévenir la création de gouvernements révolutionnaires ou "illégaux".

N'est-il pas désirable que la conférence de la Table Ronde s'achève par la nomination d'un gouvernement de transition qui, en collaboration avec la Belgique, prépare le transfert de la souveraineté ainsi que les accords de coopération technique ? Ensemble avec l'administration coloniale ce gouvernement devrait organiser les élections et participer à l'administration du pays. A mon avis cette revendication des Congolais est raisonnable et montre leur sens des responsabilités.

- A votre avis, la période transitoire pourrait se dérouler sans heurts ?

- Je voudrais à ce sujet faire deux recommandations :

- 1) La réussite de la période transitoire - de fin février à fin juin - dépend pour une large part de la manière de laquelle les fonctionnaires coloniaux, les juges, les techniciens, saurait s'adapter et se montrer à la hauteur de leurs tâches nouvelles. Cette adaptation cette "reconversion" exige une préparation morale psychologique et même technique. Elle devrait être entreprise immédiatement. Elle ne pourrait réussir que grâce à des impulsions venues d'en haut et à une adaptation radicale des structures administratives au sommet de la pyramide. La nouvelle politique doit être représentée par des hommes nouveaux, portant des titres nouveaux, capables de répondre aux exigences de la période de transition si importante pour l'avenir des relations entre la Belgique et le Congo.
- 2) A mon sens, il est urgent que la Belgique fasse appel aux Nations Unies pour cette période transitoire de 4 mois. Il faudrait qu'à Léopoldville vienne siéger une commission consultative de l'ONU. Il faudrait que des fonctionnaires de l'ONU participent aux travaux des commissions de contrôle des élections. Il faudrait également faire appel à l'ONU pour résoudre certains aspects du problème du maintien de l'ordre, de l'africanisation des cadres et en vue de l'internationalisation de certains services qui devront encore pendant plusieurs années être assurés en majeure partie par des Blancs comme par exemple les échelons supérieurs de l'administration ou

l'état major de la Force Publique.

- Une dernière question : M. Kasavubu est-il prêt à collaborer ? Le Président de l'Abako s'il y a un gouvernement provisoire, va-t-il collaborer de manière positive ? Ou va-t-il tout de même préférer choisir la voie du séparatisme ?

- La vision politique de M. Kasavubu comporte bien sûr un fond culturel et si j'ose dire, sentimental. De là certaines déclarations qui sont parfois interprétées dans un sens séparatiste. Mais finalement c'est le réalisme politique qui prime. M. Kasavubu comprend l'importance d'un grand Congo uni, à condition que ce soit sur une base fédérale.

Ses conceptions me rappellent les idées politiques de certains flamingants d'avant la deuxième guerre mondiale. Ils multipliaient les déclarations de solidarité culturelle et populaire entre les diverses régions d'expression et de culture néerlandaise (Flandre, Hollande et le Nord-Ouest de la France). Mais finalement c'est le réalisme belge qui a eu le dessus sur le sentiment. De la même manière M. Kasavubu a le désir de collaborer dans le cadre d'un solide état congolais. Il s'agit cependant de ne pas rendre pour lui cette collaboration impossible. Si l'on s'engage sur une voie tendant à isoler certains hommes politiques, alors il faudrait s'attendre au pire. Je suis sûr que la Belgique ne commettra pas pareille erreur.

LE PROBLEME DE MONSIEUR KASAVUBU. (I)

On se montre peu compréhensif en Belgique vis à vis du problème psychologique avec lequel les nationalistes congolais honnêtes se trouvent aux prises. On est en fait tellement convaincu qu'on est bien soi-même, que l'on comprend aisément que Monseigneur Makarios n'accepte pas d'être un collaborateur des Britanniques, mais non que M. Kasavubu ne désire pas être acculé à un rôle "belgophile" - C'est pourquoi on cherche l'explication de son comportement, exclusivement dans un complot étranger qui, pour ce qui concerne les aspects financiers et "blancs", n'a pas la moindre chance d'atteindre son objectif... Pour nous Belge il est désagréable de voir que les nationalistes congolais ne conçoivent pas la conquête de l'indépendance comme un passage souple d'hier vers demain, mais comme une rupture. - En fait un pays indépendant ne naît qu'exceptionnellement sans pareille rupture... dans beaucoup de pays et aussi en Belgique, elle est le plus beau et le plus fêté des souvenirs nationaux...

A la conférence de la Table Ronde cependant beaucoup de leaders Congolais ne sont pas prêts à aller aussi loin. On prête à M. Kasavubu des intentions sombres et mesquines. - Est-on si certain que les leaders plus maniables sont uniquement inspirés par la générosité et l'idéalisme ? Se rend-on compte qu'aux yeux des Congolais l'explication peut être exactement opposée : les leaders modérés sont modérés parce qu'ils pensent à leur avantage personnel (ne fonction du nouvel Etat) alors que seul M. Kasavubu ne veut pas vendre sa conviction pour un plat de lentilles.... Les Congolais pourraient bien voir les choses ainsi.

(I) extraits d'un article paru dans "De Linie" hebdomadaire flamand catholique du 2 février 1960, sous la signature de M.L. Bostoen.

85.
La Conakat se trouve pratiquement isolée dans son opposition à toute intervention du pouvoir central dans le régime minier.

(1)

La Conakat, que l'on disait hier alliée à P.N.P. (Parti National du Progrès) à la Balubakat et à d'autres partis katangais, était isolée jeudi matin. Seul l'appuyait le chef katangais Munongo. Plusieurs délégués sont venus dire, dans les coulisses, leur colère devant l'attitude de la Conakat.

M. Kasongo, de la Fédération générale du Congo, parti katangais, affilié au cartel Abako, a déclaré :

- Certains partis n'expriment que les vues des colons. Toutes nos appréhensions ont été confirmées ce matin par l'attitude de certains délégués katangais à propos du régime minier. Moi aussi, je suis katangais, mais il me paraît impossible de soutenir que les mines appartiennent exclusivement aux propriétaires coutumiers, qui seraient bien incapables de les exploiter rationnellement. Le problème est national. Demain, on découvrira peut être des mines dans d'autres parties du Congo, il faut donc une politique minière nationale.

M. Lumumba a été plus catégorique encore et a dénoncé l'attitude de "certains représentants de colons ou de groupes financiers, qui, en coulisses, font l'impossible pour faire échouer la conférence".

- Je dois citer tout particulièrement M. Humblet, conseiller de la Conakat : c'est lui qui prolonge inutilement ce débat et le relance sans cesse. Tout le long de la séance, il donne, au vu de tous, des petits papiers à M. Tshombé, qui les lit aussitôt. C'est chaque fois une objection nouvelle à toute solution raisonnable du problème. Il dévoile là les tendances séparatistes qui l'animent, il cherche à rendre impossible l'accord belgo-congolais, croyant ainsi défendre les intérêts de ceux qu'il représente. Si cela continue, nous claquerons les portes. On voit ici des délégués qui sont inspirés par des groupes financiers, voire par des puissances étrangères. Cela ne peut durer. La masse congolaise les désavouera.

En ce qui concerne le Katanga, nous recevons de nombreux télégrammes qui montrent parfaitement que la Conakat est désavouée par la population katangaise, et notamment par vingt chefs coutumiers qui viennent de me le faire savoir ...

Le conflit, un peu plus tard, faillit tourner en algarade publique, dans le hall du palais des Congrès, lorsque Lumumba et Tshombé se trouvèrent nez à nez. Tshombé avait été averti de la sortie faite contre lui par M. Lumumba. Le Kafangais lui en fit violemment reproche, criant qu'il avait le droit de se révolter... Les deux hommes faillirent en venir aux mains. Autour d'eux d'autres Congolais s'agitaient. On pu craindre une empoignade générale, mais des délégués, sagement, s'interposèrent et tout rentra dans l'ordre.

L'atmosphère, on le voit, n'était pas à la sérénité jeudi matin.

(1) Libre Belgique du 12/2/60

Jouidi après-midi, en début de séance, M. Lumumba a demandé la parole, pour protester contre la présence des conseillers européens dans la salle.

- Ce sont eux qui troublent le climat de cette assemblée, a dit M. Lumumba. Sans eux, nous en aurions déjà fini, car nous rencontrons une réelle compréhension du côté des délégués de la Belgique. Nous pourrions nous entendre sans mal avec les parlementaires et avec le ministre. Nous en avons assez de ces conseillers qui obéissent à des puissances occultes.

M. Kalondji a appuyé la position de M. Lumumba et a déclaré que certains conseillers étaient "téléguidés".

Ajoutons encore que :

22 chefs coutumiers du Katanga désapprouvent la Conakat.

Le Cartel Balubakat - Fedeka - Atcar a reçu un télégramme, signé par vingt-deux chefs coutumiers, comptant parmi les plus importants du Katanga. Les chefs demandent l'unité au Congo et rejettent le séparatisme fédéralisme Conakat représentant les colons.

Voici comment l'hebdomadaire "La Presse Africaine" du 13 au 17 février 1960 commente l'action de la Conakat et celle de certains de ses supporters.

" Il n'entre pas dans cette chronique l'intention de porter une critique qui pourrait faire passer le chroniqueur pour l'un ou l'autre parti. Il y a lieu toutefois de considérer que les partisans de la Conakat agissent à l'encontre des lois démocratiques qu'ils veulent défendre... Rien de positif dans le télégramme que les partisans de la Conakat adressent à leur Président, actuellement à la Table Ronde, pour lui demander de rentrer en vue de calmer les esprits, car faire état dans un télégramme d'une formation d'un gouvernement katangais pour l'indépendance immédiate et calmer les esprits, c'est mettre la charrue avant les bœufs.... On a critiqué M. Kasa-Vubu et les méthodes du Bas-Congo.. Va-t-on en faire autant ici.

" Cette indépendance tant attendue va-t-on la contraindre par des réunions styles Café du Commerce et autres ? Ainsi cette initiative prise par le Vice-Président de l'Ucol, de réunir toutes les Associations en vue d'appuyer énergiquement la Conakat dans sa tendance à l'indépendance du Katanga n'est-elle pas cousue de fil blanc.

" En effet, c'est dans les salons de l'Hotel Léopold II qu'une réunion d'information s'est tenue jeudi dernier à l'initiative des dirigeants locaux de l'Ucol. Parlant en leur nom propre disaient-ils... Rastreins !

" Les groupements représentés Le Vlaamse Vriendenkring - le Cercle Wallon - le Cercle Bruxellois - L'U.N.A.O. etc. on se serait cru à la réunion tendant à l'organisation de la kermesse des dames l'U.F.C.

" le but fut exposé " la thèse d'un Katanga complètement indépendant

" Quand on pense qu'à cette réunion on proposa de faire suivre une motion de soutien de la Conakat au nom des Associations et que dans la salle se trouvaient les représentants des diverses congrégations étrangères - sympathiques que soient ces Associations - on ne parvient pas à comprendre ou veulent en arriver certains politiciens en herbe...

Il faut reconnaître que de tels commentaires expliquent l'intervention énergique de M.P. Lumumba lorsqu'il a dénoncé l'acointance étroite et pour le moins inopportune actuellement, existant entre la Conakat et le colonat politisé.